

L'exil plutôt que la guerre civile

Afin d'éviter un bain de sang, Mohammad Reza Chah Pahlavi choisit de quitter l'Iran. Malgré un plan de l'armée visant à sécuriser le pays et les demandes de ses soutiens, dont plusieurs dignitaires chiïtes, l'implorant de rester. **PAR YVES BOMATI**



AP/SIPA

Un aller sans retour Le 16 janvier 1979 sur le tarmac de l'aéroport de Téhéran, le couple impérial rejoint son avion. Destination Assouan, où l'attend le président Sadate.

Le 16 janvier 1979, Mohammad Reza Chah Pahlavi reçoit son ultime visiteur, le professeur Baheri, un brillant juriste. Ce dernier s'emploie depuis plusieurs jours à le dissuader de quitter l'Iran. Peine perdue, quelques heures plus tard, tentant de cacher ses larmes à la presse, le chah monte avec ses proches dans *Le Shahine* (L'Aigle) impérial. Il s'envole pour Assouan en Égypte. Pourquoi l'exil plutôt que de rester dans son pays ?

À vrai dire, son sort avait déjà été scellé lors de la conférence hypocrite de Guadeloupe qui avait rassemblé, du 4 au 7 janvier, à l'invitation de Valéry

Giscard d'Estaing (France), les hommes d'État Jimmy Carter (États-Unis), James Callaghan (Royaume-Uni) et Helmut Schmidt (Allemagne de l'Ouest), tous quatre tombant d'accord pour remplacer l'empire par une république islamique. Il restait cependant au chah quelques atouts pour s'y opposer. De Bagdad, le grand ayatollah Koï, au sommet de la hiérarchie chiïte, l'avait assuré dès novembre de son soutien et lui souhaitait un plein « succès au service de l'islam et de l'Iran ». L'ayatollah Mohammad Kazem Shariatmadari, dans sa constante lucidité – qu'il paya fort cher à l'avènement de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni – l'avait exhorté : « Sauvez le

pays, faites rétablir l'ordre. Un bain de sang nous attend ! » L'armée elle-même se tenait prête : elle avait élaboré un plan, le « plan Khach », dont l'objectif était de sécuriser le pays et d'inverser les rapports de forces internes pour, le calme restauré, négocier avec les opposants dans le cadre constitutionnel. Dès que le chah en donnerait l'ordre, des unités de « forces spéciales » et de police à Téhéran et en province arrêteraient les principaux meneurs de l'opposition radicale. Des officiers et sous-officiers de réserve assuraient en outre : « Nous descendrons dans la rue, occuperons les ministères, imposerons une politique de salut public ! »

Malgré tous ces précieux soutiens – mais qui étaient bien minces face à ses anciens alliés –, le système impérial s'était grippé et le chah, désabusé mais toujours informé heure par heure, persista à interdire aux forces impériales l'usage de leurs armes, passant outre l'indignation de ses troupes mises jusque dans l'incapacité de se défendre.

Et puis, il le savait : depuis les horribles tragédies du samedi 19 août 1978, où le cinéma Rex avait flambé et le « vendredi noir » du 8 septembre 1978, tous les médias, alimentés par la seule opposition, l'accusaient des pires crimes envers son peuple – les preuves du contraire, loin de faire bouger les lignes, avaient aiguisé les ressentiments à son égard au risque de déclencher une guerre civile s'il restait.

Obéir aux pressions anglo-américaines qui l'avaient poussé à la libéralisation, invité à la modération et dissuadé d'appliquer la loi martiale fut l'erreur qu'il regretta amèrement plus tard : « Je sais que je me suis trompé. Mais il n'était pas facile de prendre une décision en ce temps-là. Je ne voulais pas faire verser le sang de mon peuple. »

Et le chah choisit l'exil. **■**